

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 23/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EDILTECO

840 rue de la Verdette
CS 50015 LE PONTET 84275 VEDENE Cedex
84270 VEDENE

Références : D-0557-2022-- SPR/UICPE/JN/n° 1390-2022
Code AIOT : 0006405204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement EDILTECO implanté 840 rue de la Verdette CS 50015 LE PONTET 84275 VEDENE Cedex 84270 VEDENE. L'inspection a été annoncée le 30/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILTECO
- 840 rue de la Verdette CS 50015 LE PONTET 84275 VEDENE Cedex 84270 VEDENE
- Code AIOT : 0006405204
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

EDILTECO est une entreprise française spécialisée dans les isolations pour le bâtiment. Le Site historique du groupe est basé à St Germain (près de Cholet). En 2020, EDILTECO acquiert les actifs de la société DELTISOL. Comme suite à cette croissance externe, les équipes ont été dispatchées entre les sites de St Germain et du Pontet.

Le site du Pontet compte entre 32 et 35 salariés (dont 13 CDI-CDD) et fonctionne en rotations de 2x8, voire exceptionnellement en 3x8.

Depuis l'été 2022, EDILTECO a lancé une restructuration de son offre commerciale en devenant concepteur et fabricant de sous-ensembles de plancher et d'isolants pour le bâtiment.

Ce changement de "business model" engendre une réduction des volumes de polystyrène à produire et à stocker.

Actuellement, la cadence de production de la partie "EDILTECO PREFA" est de 4 000 m³/mois pour une capacité maximale de production mensuelle à 7 000 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Présentation du site, actualités, projets
- Suites données aux écarts des précédentes visites d'inspection
- Respect de l'arrêté de mise en demeure du 10/09/2021
- Surveillance des rejets Air/Eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mise à la terre des installations	AP de Mise en Demeure du 10/09/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Portes et murs coupe-feu	AP de Mise en Demeure du 10/09/2021, article 1	/	Amende	2 mois
3	Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 10/09/2021, article 1	/	Consignation	
8	Auvent de stockage	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Stockage produits finis	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.3.1		Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Suivi des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, Articles 10.2.3.11 et 10.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Plan de réduction des COV	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.2.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.2.5	/	Sans objet
5	Exercice POI	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.6.2.1	/	Sans objet
6	Vérification du dispositif de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Sans objet
7	Nettoyage des locaux	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018	/	Sans objet
13	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 10.2.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté notamment sur les suites données à l'arrêté de mise en demeure du 10/09/2021 dont il ressort que toutes les échéances n'ont pas été respectées.

Il s'agit principalement des mesures liées aux dispositions constructives devant permettre de limiter les conséquences d'un incendie du site en circonscrivant les zones à risques incendie (ie les zones de stockage de la matière première, des en-cours et des produits finis) du reste de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à la terre des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Electricité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Terminer les mises à la terre des installations de protection contre la foudre. Délai : 30 septembre 2021
Constats : Les travaux de raccordement à la terre ont été achevés en décembre 2020. L'exploitant a fait intervenir l'APAVE en avril 2022 pour la première vérification des installations de protection contre la foudre. Il est à noter une non-conformité liée aux distances d'isolement des Paratonnerre à Dispositif d'Amorçage (PDA). Interrogé à ce sujet, l'exploitant n'a pas été en mesure d'en expliquer la nature ni d'informer l'inspection sur les actions à mettre en œuvre afin de lever cette non-conformité. L'exploitant veillera à obtenir les informations nécessaires et lever cette non-conformité sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Portes et murs coupe-feu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Installer les portes coupe-feu 2h dans le bâtiment Nord. Délai : 31 décembre 2021 Faire valider la tenue au feu des portes et murs du bâtiment nord par un bureau de contrôle compétent en la matière. Délai : 31 décembre 2021</p> <p>Installer une porte coupe-feu 2h entre le bâtiment stockage SUD et le local stockage blocs. Délai : 31 décembre 2021 Faire valider la tenue au feu des portes et murs par un bureau de contrôle compétent en la matière. Délai : 31 décembre 2021</p> <p>Installer une porte coupe-feu 2h entre le local stockage blocs et le local découpe de blocs . Délai : 31 décembre 2021 Faire valider la tenue au feu de la porte par un bureau de contrôle compétent en la matière. Délai : 31 décembre 2021</p> <p>Terminer le mur coupe-feu en limite de propriété cour Est . Délai : 31 décembre 2021 Faire valider la tenue au feu du mur par un bureau de contrôle compétent en la matière. Délai : 31 décembre 2021</p> <p>Terminer le mur coupe-feu de la façade SUD du bâtiment « stockage de produits finis ». Délai : 31 décembre 2021 Faire valider la tenue au feu du mur par un bureau de contrôle compétent en la matière. Délai : 31 décembre 2021</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux suivants objets de la mise en demeure ont été faits :</p> <p>Deux portes coupe-feu 2h ont été installées le 21/03/2022 dans les bâtiments Nord et Sud et il reste deux autres portes à installer dans le local de stockage des blocs dont les dimensions ne sont pas standard (plus de 5m de haut).</p> <p>Des travaux de reprise de maçonnerie ont été nécessaires. Il était annoncé une fin des travaux à la fin du mois d'octobre 2022 .</p> <p>S'agissant des murs coupe-feu, les travaux de rehausse et/ou de renforcement ont été faits en façade SUD du bâtiment « stockage de produits finis » et en façade Nord mais n'ont pas été faits s'agissant du mur en limite de propriété de la cour Est. Les travaux devraient être achevés d'ici fin octobre 2022 d'après l'exploitant .</p> <p>Enfin, le bureau d'étude devant attester de la tenue finale des structures (CNPP) objets des divers travaux, n'a pas encore finalisé son étude considérant l'absence des portes coupe-feu restants à installer . Ce travail devait être achevé d'ici fin octobre d'après l'exploitant . L'inspection demande la fourniture des attestations sous 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Equiper l'ensemble des locaux à risque en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC). Délai : 1er juin 2022 Suites de l'inspection du 16/06/2021 et de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/09/2021 Source Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 et 67, Arrêté Préfectoral du 15/01/2018 modifié article 8.2.4 Prescription contrôlée : l'ensemble des locaux à risque sera équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées.
Constats : Interrogé à ce sujet , la société EDILTECO a informé l'inspection que les travaux n'avaient pas été faits, ni même commencés. EDILTECO a fait établir un devis pour l'installation des dispositifs de désenfumage (trappes mobiles) par la société AIRSUN en mai 2022. Le montant indiqué est d'environ 200 k€. Post-inspection, l'exploitant a adressé à l'inspection par courriel du 12/10/2022 un échéancier de mise en conformité : Coût total des travaux = 187 968,39€ - Tranche 1 : 85 937.05€ De novembre 2022 à janvier 2023 - Tranche 2 : 39 678.54€ – 1er semestre 2023 - Tranche 3 : 62 352.80€ – 2ème semestre 2023
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : sans délais

N° 4 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réaliser un exercice incendie, explosion ou d'évacuation. Rédiger le compte-rendu de cet exercice. Délai : 31 Octobre 2021. "Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toutes circonstances" Article 68 arrêté du 04/10/2010 "Un exercice incendie, explosion ou d'évacuation est réalisé de façon annuellement à minima. A l'issue un rapport est rédigé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."
Constats : Un exercice incendie a eut lieu avec la participation du SDIS 84 le 02/02/2022. Le scénario était un départ de feu en zone archives . L'exercice s'est correctement déroulé et un compte rendu d'exercice a été rédigé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.6.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réaliser un exercice POI avec le SDIS. Délai : 30 Novembre 2021. L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (POI). Une copie de ce POI est transmise à l'IIC. Source Arrêté préfectoral du 15/01/2018 Le POI est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour si nécessaire. Source Article 69 de l'Arrêté ministériel du 04/10/2010
Constats : Le POI est formalisé dans un document situé dans le bureau central du site et accessible. A ce jour, Edilteco n'a pas communiqué son POI à l'Inspection des Installations Classées. Dans le cadre du POI, un exercice a été réalisé conjointement avec le SDIS le 2 février 2022. EDILTECO n'a pas rédigé son propre document retraçant l'exercice et seul un document établi par le SDIS a été présenté. L'exploitant devra communiquer à l'Inspection des Installation classées son POI. Afin de mieux s'appropriier les exercices effectués dans le cadre du POI, nous conseillons à l'exploitant de rédiger un document interne retraçant le déroulé des exercices et les éléments d'amélioration de la sécurité en son sein.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification du dispositif de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place les dispositifs de protection contre la foudre identifiés dans l'étude technique. Les systèmes de protection contre les effets de la foudre installés au sein de toute installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation font par ailleurs l'objet de vérifications conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Ainsi l'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p>
Constats : <p>Un contrat de vérification du dispositif foudre a été passé avec l'APAVE le 23 mars 2022. La vérification initiale a été réalisée le 27 avril 2022.</p> <p>Cette visite a permis d'identifier une non-conformité liée aux distances d'isolement des Paratonnerre à Dispositif d'Amorçage (PDA), non-conformité déjà évoquée dans le point de contrôle n°1 de cette inspection.</p> <p>Ainsi l'exploitant veillera à obtenir les informations nécessaires et lever cette non-conformité sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Nettoyage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Nettoyer la zone entre les silos de polystyrène et le bâtiment moulage Délai : 31 Décembre 2021 Article 2.3.1 : AP 15/01/2018"L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, polystyrènes, etc."
Constats : L'exploitant a fait intervenir la société CHIMIREC qui a procédé au nettoyage de la zone. Une zone proche des silos n'est toutefois pas accessible et l'exploitant a prévu un débroussaillage de la zone, un nettoyage et la pose d'un géotextile. Au jour de la visite, le site était maintenu dans un bon état global de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Auvent de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructive
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Faire valider la qualité coupe-feu 2h du mur situé sous le auvent, par un bureau de contrôle compétent. Délai: 31 décembre 2021. Porter à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation les modifications intervenues par rapport au dossier de demande d'enregistrement de 2016 et au dossier de demande de modification daté du 6/02/2020 et en particulier la présence d'un mur coupe-feu sous le auvent, la mise en place d'une ensacheuse dans le bâtiment de stockage Nord.
Constats : L'exploitant devait faire vérifier par un bureau d'étude compétent, les propriétés coupe-feu 2h du mur situé sous le auvent au 31/12/2021. A ce jour la vérification n'a pas été faite. L'exploitant souhaite grouper cette vérification avec celles des portes coupe-feu lorsque celles-ci seront toutes installées. L'exploitant devra fournir sous 2mois maximum les documents attestant de la tenue au feu 2h du mur concerné.
Type de suites proposées : Avec Suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Stockage produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructive
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respecter le dimensionnement prévu dans le dossier de modification daté du 06/02/2020 pour les stockages situés contre le mur du bâtiment produits finis . Délai : 31 Août 2021.
Constats : L'exploitant déclare engager les travaux de marquage au sol et en hauteur contre le mur du bâtiment produits finis à l'issue des travaux de structure. Les responsables affirment effectuer la surveillance du dimensionnement du stockage comme mesure temporaire. L'exploitant communiquera sous 2 mois à l'Inspection des Installations Classées un document attestant de la réalisation de cet aménagement.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Suivi des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 15/01/2018 -Articles 10.2.3.11 et 10.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Analyse des Eaux industrielles et des rejets des TAR Sources Arrêté préfectoral du 15/01/2018 article 10.3.3 Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>Arrêté préfectoral du 15/01/2018 Article 10.2.3.1.1 Surveillance des rejets en eaux industrielles : en continu : débit, température, pH Tous les six mois : MEST, DBO5, DCO, Azote total, Phosphore total, Hydrocarbures totaux Arrêté préfectoral du 15/01/2018 Article 10.2.3.1.2 Eaux des tours aéroréfrigérantes issues des rejets internes Ces mesures ou évaluations sont effectuées mensuellement et le résultat est enregistré et consigné dans le carnet de suivi</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets aériens de la TAR sont analysés à une fréquence mensuelle sur les trois installations (TAR Hourdis, TAR moule 1, TAR moule 2). En 2021, les résultats déclarés sous GIDAF sont conformes.</p> <p>En 2022, il est observé un défaut des déclarations GIDAF après le mois de février et il conviendra de rattraper et corriger ce point.</p> <p>Mi-septembre 2022, il est à noter une alerte légionelles suite aux travaux des TAR. Un pic en legionnела pneumophila a été mesuré à 99 000 UFC/l le 02/09/2022 sur la TAR moule 2. A l'issue d'un traitement choc biocide, il a été réalisé le 16/09/2022 de nouvelles analyses dont les résultats sont conformes .</p> <p>A noter toutefois l'absence de la date du choc biocide dans les rapports d'analyse. La vigilance de l'exploitant est attirée sur ce point car l'analyse post choc biocide ne doit pas être réalisée trop tôt (moins de 48h). Dans le cas présent , l'inspection n'a pas été en mesure de vérifier ce point. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la date du choc biocide réalisé entre le 02/09 et le 16/09/2022.</p> <p>La qualité des eaux issues des TAR doit être vérifiée à une fréquence trimestrielle. Ce suivi n'est pas réalisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Plan de réduction des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.2.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan de réduction des émissions de pentane "L'exploitant met en oeuvre des procédures et aménage les installations afin de réduire les émissions de COV" "L'exploitant réalise un bilan annuel de ce plan de réduction des émissions de pentane qui sera tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées"
Constats : Les deux COV émis sont le styrène et le pentane, présents dans les intrants. Ces composés interviennent directement dans le procédé d'expansion mis en oeuvre. Afin de quantifier les COV émis l'exploitant procède par analyse du bilan massique annuel. Il ressort de ce bilan que la quantité de COV émis était de l'ordre de 115-120 t pour le pentane et de 1,16-1,20 t pour le styrène entre 2017 et 2019. En 2020 en raison de la pandémie les émissions ont été fortement réduites et en 2021 celles-ci sont reparties à la hausse avec 70,33 t de pentane et 0.77 t de styrène émis. Aux dires de l'exploitant il existe peu de fournisseurs de matières premières et les formulations proposées diffèrent peu, les leviers d'action à ce niveau sont donc faibles. Cependant il n'y pas de plan de réduction des COV qui ait été formalisé. De part son obligation réglementaire contenu dans l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 (article 3.2.5.3) et en raison de la nature des composés émis et de l'implantation du site l'exploitant devra donc produire un plan de réduction des COV.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rejets atmosphériques en pentane et en styrène "L'évaluation des émissions par bilan porte sur les paramètres pentane et styrène par un bilan matière réalisé mensuellement"
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection des Installations Classées un bilan des émissions de COV pour la période 2017-2022. Ce bilan a été élaboré à partir du bilan massique des COV contenu dans les intrants et dans les produits finis. Il ressort de ce bilan que la quantité de COV émis était de l'ordre de 115-120 t pour le pentane et de 1,16-1,20 t pour le styrène entre 2017 et 2019. En 2020 en raison de la pandémie les émissions ont été fortement réduites et en 2021 celles-ci sont reparties à la hausse avec 70,33 t de pentane et 0.77 t de styrène émis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 10.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, acoustique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
Constats : Les dernières analyse de bruit dans l'environnement du site ont été réalisés par l'APAVE en 2021 (Rapports APAVE du 28/01/2021, 29/01/2021, 04/02/2021). 4 points de mesures ont été pris en limite de propriété et 1 en Zone à Emergence Réglementée (ZER) conformément au plan annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les résultats des différents sont conformes aussi bien en niveau de bruit qu'en émergence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet